

C'est pourquoi le gouvernement a adopté récemment une loi relative à l'investissement étranger, en vertu de laquelle, en principe, la propriété étrangère dans les projets et les biens connexes peut atteindre 100% et qui abaisse à 35% l'impôt applicable aux bénéfices des sociétés.

Cette loi vise à attirer l'investissement dans des projets d'infrastructure non-pétrolière dont le budget annuel prévu est de 15 milliards de dollars au cours des prochaines années. Il est notamment prévu de construire des installations pouvant produire 5 000 mégawatts d'électricité et 500 millions de gallons d'eau par jour.

Le secteur agricole est l'objet d'efforts concentrés d'expansion de la part du gouvernement depuis les années 70, époque depuis laquelle l'Arabie saoudite cherche non seulement à réduire sa dépendance à l'égard des importations, mais aussi à diversifier une activité économique jusqu'alors axée sur le pétrole et de gaz. Ceci a entraîné comme résultat qu'entre 1969 et 1999, la production agricole s'est accrue de 7,5%, atteignant 8.65% du PIB en 2000.

Cette croissance a été stimulée par une politique visant à amener la production de blé au-delà de l'autosuffisance, de manière à permettre l'exportation. Aujourd'hui, on juge cette politique négativement en Arabie saoudite parce qu'elle a entraîné une mauvaise affectation de l'eau, ressource rare. Par ailleurs, la production d'aliments pour animaux est loin de répondre à la demande au pays, ce qui explique pourquoi l'Arabie saoudite importe entre 4 et 5 millions de tonnes d'orge par année. Néanmoins, la production laitière de l'Arabie saoudite est suffisante pour répondre à ses besoins et une part est même exportée vers les États du Golfe.

Les exportations canadiennes de machines agricoles ne correspondent qu'à une infime partie de la demande saoudienne, et il y a d'excellents débouchés pour le matériel nécessaire à la production laitière et à la transformation du lait, à l'aridoculture et à la culture en serre.

D'autres débouchés particuliers s'offrent pour les fournisseurs canadiens de légumineuses, de produits alimentaires transformés, de graine de colza-canola, d'embryons et de sperme de taureaux, et de produits vétérinaires.

Les changements culturels et l'évolution des valeurs influent aussi sur les habitudes de consommation des Saoudiens. Par exemple, les plats préparés congelés sont des produits rares et coûteux. On ne trouve guère non plus de fruits et légumes biologiques. Un grand supermarché peut avoir un petit rayon de fruits et légumes biologiques importés offerts à des prix que les Canadiens jugeraient exorbitants.

Qui sait ? L'un de vous pourrait faire fortune en convainquant les Saoudiens d'intégrer les aliments congelés ou les produits biologiques à leur alimentation courante. Le marché est grand ouvert et je vous incite à faire preuve d'un esprit d'entreprise et à exploiter les possibilités qui s'offrent à vous.